

Le bal est ouvert!

Installation du décor

Entre volonté politique et pragmatisme

Plus de 190 pays et 8000 participants sont réunis à Poznan, berceau de la Pologne, pour la quatorzième Conférence des Parties à la Convention (COP 14) et la quatrième Réunion des Parties (MOP 4). Dès l'ouverture de la Conférence, les Premiers Ministres de la Pologne et du Danemark, pays hôte de la COP 15/ MOP 5 fin 2009, ont donné le ton. Face à l'urgence climatique, une solidarité internationale est indispensable. Une vision commune visant à faciliter une transition vers une société sobre en carbone et résiliente face aux impacts du changement climatique doit ressortir des négociations de Poznan. Elle doit se concrétiser dans le nouvel accord sur le climat après - 2012, qui doit être signé à Copenhague.

A ces déclarations politiques, Dr Pachauri, président du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) et Yvo de Boer, Secrétaire de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), ont ajouté une dose de pragmatisme; Les décisions qui seront prises à Poznan et surtout à Copenhague devront tenir compte de la sonnette d'alarme tirée par le GIEC.

L'agenda de Poznan est chargé. Des résultats concrets sont attendus par les différentes Parties sur l'amélioration des mécanismes de la Convention et du Protocole : amélioration de la couverture géographique du mécanisme de développement propre (MDP), augmentation des financements pour l'adaptation aux impacts du

changement climatique, opérationnalisation du fonds pour l'adaptation, etc. Les regards sont bien sur aussi rivés vers les groupes de travail sur l'action concertée à long terme de la Convention et sur le Protocole de Kyoto (GTS-ACL et GTS-PK), instances chargées de décider de l'avenir du régime multilatéral sur le climat pour l'après 2012.

Les attentes des groupes régionaux réaffirmées

Les grands groupes régionaux - le G77/Chine, l'Alliance des petits Etats insulaires en développement (AOSIS), les pays les moins avancés (PMA), le groupe de l'Ombrelle¹, l'Union européenne (UE), et le groupe de l'intégrité environnementale (GIE)², ont profité de l'ouverture officielle de la conférence pour afficher leurs attentes.

Les pays du G77/Chine, y compris l'AOSIS et les PMA, appellent les pays industrialisés à faire preuve d'un leadership pour réduire leurs émissions, et à les soutenir davantage dans la lutte contre le changement climatique par des financements et des technologies appropriés.

Conscients de la nécessité d'être exemplaires, les pays développés, en particulier l'UE et le GIE insistent sur la nécessité de passer du mode "discussions" au mode "négociations". Enfin, au-delà des discussions sur l'après 2012, le groupe de l'Ombrelle défend le besoin d'améliorer, d'ici là, la mise en œuvre de la Convention et du Protocole.

¹ Dont: Australie, Canada, Etats-Unis, Norvège, Nouvelle-Zélande, Russie.

² Dont: Corée du Sud, Kazakhstan, Lichtenstein, Mexique, Suisse.

Premières divergences sur la "vision partagée"

La "vision partagée" constitue l'un des cinq piliers du Plan d'action de Bali sur l'action concertée de long terme. Elle renvoie à l'ensemble des objectifs et des principes qui devront guider la coopération dans le cadre du nouvel accord sur le climat. Pour le moment, l'heure est à l'échange de vues et déjà des divergences apparaissent entre les pays développés et les pays en développement, et au sein de ces catégories de pays. Elles portent notamment sur la référence à des objectifs de réduction chiffrés et sur le contenu à donner au principe de responsabilités communes et différenciées, au cœur de la Convention.

Les pays en développement

Les propositions les plus détaillées et les plus ambitieuses proviennent de l'AOSIS et des PMA, qui sont les plus vulnérables face aux impacts du changement climatique. Selon eux, la vision partagée doit reconnaître la nécessité de limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C, voire à 2°C d'ici 2100, ce qui implique des réductions drastiques des émissions à moyen et à long terme dans les pays développés (moins 40% d'ici 2020 et moins 95% d'ici 2050 par rapport au niveau de 1990). Les émissions des pays en développement devront quant à elles dévier de manière substantielle par rapport à la trajectoire actuelle.

L'Inde et la Chine, qui font pourtant partie du G77 comme les PMA et l'AOSIS, restent quasi silencieux sur ces objectifs de réduction à long terme et sur toute implication possible de leur part pour adopter un développement plus sobre en carbone. Au nom des responsabilités historiques et du droit au développement, l'effort doit être, pour eux, porté essentiellement par les pays développés.

Les pays développés

La proposition de l'Union européenne se rapproche de celle de l'AOSIS et des PMA. Elle inclut la référence au seuil de 2°C, avec des niveaux de réduction de l'ordre de 30% d'ici 2020 et 80% d'ici 2050 pour les pays développés. Pour l'UE, la participation des pays en développement

est indispensable pour réduire les émissions mondiales de moitié d'ici 2020. Selon les dernières études scientifiques³, cela impliquerait une réduction des émissions de 15 à 30% dans ces pays par rapport à la tendance actuelle. Un bémol toutefois : l'absence de référence à des objectifs chiffrés concernant le soutien financier aux pays en développement. Le Japon est quant à lui plus vague sur l'objectif de réduction à moyen terme, afin d'éviter tout engagement qui pourrait devenir contraignant.

Le FEM à nouveau dans la tourmente?

Autre pilier du Plan d'action de Bali, le financement constitue aussi une question importante et sensible dans le cadre des discussions sur le mécanisme financier de la Convention : le Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Comme chaque année, les Parties examinent la contribution du FEM à la mise en œuvre de la Convention. Les critiques sont nombreuses de la part des pays en développement : complexité des procédures pour accéder aux ressources, faiblesse des montants au regard des besoins, en particulier pour l'adaptation, manque de prévisibilité des fonds, etc. Si le FEM est stigmatisé, les pays en développement n'oublient pas de rappeler que les pays riches sont en partie responsables de cette situation. Alors que ces derniers ont su mobiliser en urgence des moyens considérables pour faire face à la crise financière, ils peinent à alimenter le fonds de façon pérenne et adéquate.

Pour ses principaux bailleurs, le FEM doit rester le mécanisme financier de la Convention contrairement aux souhaits implicites de certains pays en développement. Il a un rôle à jouer pour catalyser les investissements. Les réformes en cours au sein du FEM doivent lui permettre de gagner en efficacité et en efficacité et mieux répondre aux besoins des pays en développement. Toutefois, les efforts entrepris par le FEM seront-ils suffisants pour convaincre ces pays de l'importance du FEM dans l'architecture financière sur le climat après 2012? Les paris restent ouverts !

³ Den Elzen and Höhne, 2008.